

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA**Decreto do Presidente da República n.º 160/99
de 8 de Julho**

O Presidente da República decreta, nos termos do artigo 292.º, n.º 1, da Constituição e dos artigos 3.º, n.os 2 e 3, 69.º e 70.º do Estatuto Orgânico de Macau, o seguinte:

É estendida ao território de Macau, nos mesmos termos em que a ela está vinculado o Estado Português, a Convenção n.º 155 da OIT sobre a Segurança e a Saúde dos Trabalhadores, de 1981, aprovada pelo Decreto n.º 1/85, de 16 de Janeiro, cujo texto foi publicado no *Diário da República*, 1.ª série, de 16 de Janeiro de 1985.

Foram ouvidos os órgãos de governo próprios do território de Macau.

Assinado em 29 de Junho de 1999.

Publique-se no *Boletim Oficial de Macau*, em conjunto com o referido decreto de aprovação e o texto da Convenção.

O Presidente da República, JORGE SAMPAIO.

(D.R. n.º 157, I Série-A, de 8 de Julho de 1999)

**PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS E
MINISTÉRIOS DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS,
DO TRABALHO E SEGURANÇA SOCIAL
E DA SAÚDE****Decreto do Governo n.º 1/85**

de 16 de Janeiro

O Governo, cumprido o disposto nos artigos 4.º e seguintes da Lei n.º 16/79, de 16 de Maio, e tendo-se pronunciado no sentido da conveniência e oportunidade da ratificação da Convenção as organizações de trabalhadores e os departamentos oficiais interessados, decreta, nos termos da alínea c) do n.º 1 do artigo 200.º da Constituição, o seguinte:

Artigo único. É aprovada, para ratificação, a Convenção n.º 155, relativa à segurança, à saúde dos trabalhadores e ao ambiente de trabalho, adoptada pela Conferência Internacional do Trabalho na sua 67.ª sessão, cujo texto em francês e em inglês e respectiva tradução para português vão anexos ao presente decreto.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 30 de Outubro de 1984. — Mário Soares — Carlos Alberto da Mota Pinto — António de Almeida Santos — Ernâni Rodrigues Lopes — Amândio Anes de Azevedo — António Manuel Maldonado Gonelha — Luís Gaspar da Silva.

Assinado em 21 de Dezembro de 1984.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

Referendado em 26 de Dezembro de 1984.

O Primeiro-Ministro, Mário Soares.

(D.R. n.º 13, I Série, de 16 de Janeiro de 1985)

共和國總統府**共和國總統令 第 160/99 號**

七月八日

共和國總統根據《憲法》第二百九十二條第一款及《澳門組織章程》第三條第二款及第三款、第六十九條及第七十條之規定，命令如下：

將一九八一年之國際勞工組織第 155 號關於《職業安全和衛生公約》延伸至澳門地區，按照葡萄牙政府受該公約約束之相同規定適用；該公約係經一月十六日第 1/85 號命令通過，且文本已公布於一九八五年一月十六日《共和國公報》第一組。

已聽取澳門地區本身管理機關之意見。

一九九九年六月二十九日簽署。

將本總統令連同上述通過公約之命令及公約之文本公布於《澳門政府公報》。

共和國總統 沈拜奧

(一九九九年七月八日第 157 期《共和國公報》第一組 -A)

部長會議主席團、外交部、勞工社會保障部及衛生部

政府命令 第 1/85 號

一月十六日

政府經遵守五月十六日第 16/79 號法律第四條及隨後各條之規定，並在勞工組織及相關之官方部門就批准公約之適當及合時性發表意見後，根據《憲法》第二百條第一款 c 項之規定，命令制定法規如下：

獨一條——通過在國際勞工組織大會第六十七屆會議上所通過之《第 155 號職業安全和衛生及工作環境公約》，以待批准；該公約之法文本、英文本及葡文譯本附於本命令。

一九八四年十月三十日於部長會議批閱及通過—— Mário Soares —— Carlos Alberto da Mota Pinto —— António de Almeida Santos —— Ernâni Rodrigues Lopes —— Amândio Anes de Azevedo —— António Manuel Maldonado Gonelha —— Luís Gaspar da Silva。

一九八四年十二月二十一日簽署

命令公布

共和國總統 António Ramalho Eanes

一九八四年十二月二十六日副署

總理 Mário Soares

(一九八五年一月十六日第 13 期《共和國公報》第一組)

Conférence internationale du travail

Convention 155

Convention concernant la sécurité, la santé des travailleurs et le milieu de travail, adoptée par la Conférence à sa soixante-septième session, Genève, 22 juin 1981.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du travail:

Convoquée à Genève par le conseil d'administration du Bureau international du travail, et s'y étant réunie le 3 juin 1981, en sa soixante-septième session;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la sécurité, à l'hygiène et au milieu de travail, question qui constitue le sixième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale:

adopte, ce vingt-deuxième jour de juin mil neuf cent quatre-vingt-un, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la Sécurité et la Santé des Travailleurs, 1981.

PARTIE I

Champ d'application et définitions

ARTICLE PREMIER

1 — La présente Convention s'applique à toutes les branches d'activité économique.

2 — Un membre qui ratifie la présente Convention peut, après consultation, la plus précoce possible, des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs intéressées, exclure de son application, soit en partie, soit en totalité, des branches particulières d'activité économique telles que la navigation maritime ou la pêche, lorsque cette application soulève des problèmes spécifiques revêtant une certaine importance.

3 — Tout membre qui ratifie la présente Convention devra, dans le premier rapport sur l'application de celle-ci qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du travail, indiquer, avec motifs à l'appui, les branches d'activité qui ont fait l'objet d'une exclusion en application du paragraphe 2 ci-dessus, en décrivant les mesures prises pour assurer une protection suffisante des travailleurs dans les branches exclues, et exposer, dans les rapports ultérieurs, tout progrès accompli sur la voie d'une plus large application.

ARTICLE 2

1 — La présente Convention s'applique à tous les travailleurs dans les branches d'activité économique couvertes.

2 — Un membre qui ratifie la présente Convention peut, après consultation, la plus précoce possible, des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs intéressées, exclure de son application, soit en partie, soit en totalité, des catégories limitées de travailleurs pour lesquelles il existe des problèmes particuliers d'application.

3 — Tout membre qui ratifie la présente Convention devra, dans le premier rapport sur l'application de

celle-ci qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du travail, indiquer, avec motifs à l'appui, les catégories limitées de travailleurs qui ont fait l'objet d'une exclusion en application du paragraphe 2 ci-dessus et exposer, dans les rapports ultérieurs, tout progrès accompli sur la voie d'une plus large application.

ARTICLE 3

Aux fins de la présente Convention:

- a) L'expression «branches d'activité économique» couvre toutes les branches où des travailleurs sont employés, y compris la fonction publique;
- b) Le terme «travailleurs» vise toutes les personnes employées, y compris les agents publics;
- c) L'expression «lieu de travail» vise tous les endroits où les travailleurs doivent se trouver ou se rendre du fait de leur travail et qui sont placés sous le contrôle direct ou indirect de l'employeur;
- d) Le terme «prescriptions» vise toutes les dispositions auxquelles l'autorité ou les autorités compétentes ont conféré force de loi;
- e) Le terme «santé», en relation avec le travail, ne vise pas seulement l'absence de maladie ou d'infirmité; il inclut aussi les éléments physiques et mentaux affectant la santé directement liés à la sécurité et à l'hygiène du travail.

PARTIE II

Principes d'une politique nationale

ARTICLE 4

1 — Tout membre devra, à la lumière des conditions et de la pratique nationales et en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, définir, mettre en application et réexaminer périodiquement une politique nationale cohérente en matière de sécurité, de santé des travailleurs et de milieu de travail.

2 — Cette politique aura pour objet de prévenir les accidents et les atteintes à la santé qui résultent du travail, sont liés au travail ou surviennent au cours du travail, en réduisant au minimum les causes des risques inhérents au milieu de travail, dans la mesure où cela est raisonnable et pratiquement réalisable.

ARTICLE 5

La politique mentionnée à l'article 4 devra tenir compte des grandes sphères d'action ci-après, dans la mesure où elles affectent la sécurité, la santé des travailleurs et le milieu de travail:

- a) La conception, l'essai, le choix, le remplacement, l'installation, l'aménagement, l'utilisation et l'entretien des composantes matérielles du travail (lieux de travail, milieu de travail, outils, machines et matériels, substances et agents chimiques, physiques et biologiques, procédés de travail);
- b) Les liens qui existent entre les composantes matérielles du travail et les personnes qui

- exécutent ou supervisent le travail ainsi que l'adaptation des machines, des matériels, du temps de travail, de l'organisation du travail et des procédés de travail aux capacités physiques et mentales des travailleurs;
- c) La formation et la formation complémentaire nécessaire, les qualifications et la motivation des personnes qui interviennent, à un titre ou à un autre, pour que des niveaux de sécurité et d'hygiène suffisants soient atteints;
 - d) La communication et la coopération au niveau du groupe de travail et de l'entreprise et à tous les autres niveaux appropriés jusqu'au niveau national inclus;
 - e) La protection des travailleurs et de leurs représentants contre toutes mesures disciplinaires consécutives à des actions effectuées par eux à bon droit conformément à la politique visée à l'article 4 ci-dessus.

ARTICLE 6

La formulation de la politique mentionnée à l'article 4 ci-dessus devra préciser les fonctions et les responsabilités respectives, en matière de sécurité, de santé des travailleurs et de milieu de travail, des pouvoirs publics, des employeurs, des travailleurs et des autres personnes intéressées en tenant compte du caractère complémentaire de ces responsabilités ainsi que des conditions et de la pratique nationales.

ARTICLE 7

La situation en matière de sécurité, de santé des travailleurs et de milieu de travail devra faire l'objet, à des intervalles appropriés, d'un examen d'ensemble ou d'un examen portant sur des secteurs particuliers en vue d'identifier les grands problèmes, de dégager les moyens efficaces de les résoudre et l'ordre de priorités des mesures à prendre, et d'évaluer les résultats.

PARTIE III

Action au niveau national

ARTICLE 8

Tout membre devra, par voie législative ou réglementaire ou par toute autre méthode conforme aux conditions et à la pratique nationales, et en consultation avec les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs intéressées, prendre les mesures nécessaires pour donner effet à l'article 4 ci-dessus.

ARTICLE 9

1 — Le contrôle de l'application des lois et des prescriptions concernant la sécurité, l'hygiène et le milieu de travail devra être assuré par un système d'inspection approprié et suffisant.

2 — Le système de contrôle devra prévoir des sanctions appropriées en cas d'infraction aux lois ou aux prescriptions.

ARTICLE 10

Des mesures devront être prises pour fournir des conseils aux employeurs et aux travailleurs afin de les aider à se conformer à leurs obligations légales.

ARTICLE 11

Au titre des mesures destinées à donner effet à la politique mentionnée à l'article 4 ci-dessus, l'autorité ou les autorités compétentes devront progressivement assurer les fonctions suivantes:

- a) La détermination, là où la nature et le degré des risques l'exigent, des conditions régissant la conception, la construction et l'aménagement des entreprises, leur mise en exploitation, les transformations importantes devant leur être apportées ou toute modification de leur destination première, ainsi que la sécurité des matériels techniques utilisés au travail et l'application de procédures définies par les autorités compétentes;
- b) La détermination des procédés de travail qui doivent être interdits, limités ou soumis à l'autorisation ou au contrôle de l'autorité ou des autorités compétentes, ainsi que la détermination des substances et des agents auxquels toute exposition doit être interdite, limitée ou soumise à l'autorisation ou au contrôle de l'autorité ou des autorités compétentes; les risques pour la santé qui sont causés par exposition simultanée à plusieurs substances ou agents doivent être pris en considération;
- c) L'établissement et l'application de procédures visant la déclaration des accidents du travail et des cas de maladies professionnelles par les employeurs et, lorsque cela est approprié, par les institutions d'assurances et les autres organismes ou personnes directement intéressés, et l'établissement de statistiques annuelles sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;
- d) L'exécution d'enquêtes lorsqu'un accident du travail, un cas de maladie professionnelle ou toute autre atteinte à la santé survenant au cours du travail ou ayant un rapport avec celui-ci paraît refléter des situations graves;
- e) La publication annuelle d'informations sur les mesures prises en application de la politique mentionnée à l'article 4 ci-dessus ainsi que sur les accidents du travail, les cas de maladies professionnelles et les autres atteintes à la santé survenant au cours du travail ou ayant un rapport avec celui-ci;
- f) L'introduction ou le développement, compte tenu des conditions et des possibilités nationales, de systèmes d'investigation des agents chimiques, physiques ou biologiques, du point de vue de leur risque pour la santé des travailleurs.

ARTICLE 12

Des mesures devront être prises conformément à la législation et à la pratique nationales afin que les personnes qui conçoivent, fabriquent, importent, mettent

en circulation ou cèdent à un titre quelconque des machines, des matériels ou des substances à usage professionnel:

- a) S'assurent que, dans la mesure où cela est raisonnable et pratiquement réalisable, les machines, les matériels ou les substances en question ne présentent pas de danger pour la sécurité et la santé des personnes qui les utiliseront correctement;
- b) Fournissent des informations concernant l'installation et l'utilisation correcte des machines et des matériels ainsi que l'usage correct des substances, les risques que présentent les machines et les matériels et les caractéristiques dangereuses des substances chimiques, des agents ou produits physiques et biologiques, de même que des instructions sur la manière de se prémunir contre les risques connus;
- c) Procèdent à des études et à des recherches ou se tiennent au courant de toute autre manière de l'évolution des connaissances scientifiques et techniques, pour s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu des alinéas a) e b) ci-dessus.

ARTICLE 13.

Un travailleur qui s'est retiré d'une situation de travail dont il avait un motif raisonnable de penser qu'elle présentait un péril imminent et grave pour sa vie ou sa santé devra être protégé contre des conséquences injustifiées, conformément aux conditions et à la pratique nationales.

ARTICLE 14

Des mesures devront être prises pour encourager, d'une manière conforme aux conditions et à la pratique nationales, l'inclusion des questions de sécurité, d'hygiène et de milieu de travail dans les programmes d'éducation et de formation à tous les niveaux, y compris dans l'enseignement supérieur technique, médical et professionnel, de manière à répondre aux besoins de formation de tous les travailleurs.

ARTICLE 15

1 — En vue d'assurer la cohérence de la politique mentionnée à l'article 4 ci-dessus et des mesures prises en application de cette politique, tout membre devra, après consultation, la plus précoce possible, avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, et le cas échéant avec d'autres organismes appropriés, adopter des dispositions conformes aux conditions et à la pratique nationales, visant à assurer la coordination nécessaire entre les diverses autorités et les divers organismes chargés de donner effet aux parties II et III de la Convention.

2 — Chaque fois que les circonstances l'exigent et que les conditions et la pratique nationales le permettent, ces dispositions devront comporter l'institution d'un organe central.

PARTIE IV

Actions au niveau de l'entreprise

ARTICLE 16

1 — Les employeurs devront être tenus de faire en sorte que, dans la mesure où cela est raisonnable et

pratiquement réalisable, les lieux de travail, les machines, les matériels et les procédés de travail placés sous leur contrôle ne présentent pas de risque pour la sécurité et la santé des travailleurs.

2 — Les employeurs devront être tenus de faire en sorte que, dans la mesure où cela est raisonnable et pratiquement réalisable, les substances et les agents chimiques, physiques et biologiques placés sous leur contrôle ne présentent pas de risque pour la santé lorsqu'une protection appropriée est assurée.

3 — Les employeurs seront tenus de fournir, en cas de besoin, des vêtements de protection et un équipement de protection appropriés afin de prévenir, dans la mesure où cela est raisonnable et pratiquement réalisable, les risques d'accidents ou d'effets préjudiciables à la santé.

ARTICLE 17

Chaque fois que plusieurs entreprises se livrent simultanément à des activités sur un même lieu de travail, elles devront collaborer en vue d'appliquer les dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 18

Les employeurs devront être tenus de prévoir, en cas de besoin, des mesures permettant de faire face aux situations d'urgence et aux accidents, y compris des moyens suffisants pour l'administration des premiers secours.

ARTICLE 19

Des dispositions devront être prises au niveau de l'entreprise aux termes desquelles:

- a) Les travailleurs, dans le cadre de leur travail, coopéreront à l'accomplissement des obligations incombant à l'employeur;
- b) Les représentants des travailleurs dans l'entreprise coopéreront avec l'employeur dans le domaine de la sécurité et de l'hygiène du travail;
- c) Les représentants des travailleurs dans l'entreprise recevront une information suffisante concernant les mesures prises par l'employeur pour garantir la sécurité et la santé; ils pourront consulter leurs organisations représentatives à propos de cette information, à condition de ne pas divulguer de secrets commerciaux;
- d) Les travailleurs et leurs représentants dans l'entreprise recevront une formation appropriée dans le domaine de la sécurité et de l'hygiène du travail;
- e) Les travailleurs ou leurs représentants et, le cas échéant, leurs organisations représentatives dans l'entreprise seront habilités, conformément à la législation et à la pratique nationales, à examiner tous les aspects de la sécurité et de la santé liés à leur travail et seront consultés à leur sujet par l'employeur; à cette fin, il pourra être fait appel, par accord mutuel, à des conseillers techniques pris en dehors de l'entreprise;
- f) Le travailleur signalera immédiatement à son supérieur hiérarchique direct toute situation dont il a un motif raisonnable de penser

qu'elle présente un péril imminent et grave pour sa vie ou sa santé et, jusqu'à ce que l'employeur ait pris des mesures pour y remédier, en cas de besoin, celui-ci ne pourra demander aux travailleurs de reprendre le travail dans une situation où persiste un péril imminent et grave pour la vie ou la santé.

ARTICLE 20

La coopération des employeurs et des travailleurs et ou de leurs représentants dans l'entreprise devra être un élément essentiel des dispositions prises en matière d'organisation et dans d'autres domaines, en application des articles 16 à 19 ci-dessus.

ARTICLE 21

Les mesures de sécurité et d'hygiène du travail ne doivent entraîner aucune dépense pour les travailleurs.

PARTIE V

Dispositions finales

ARTICLE 22

La présente Convention ne porte révision d'aucune convention ou recommandation internationale du travail existante.

ARTICLE 23

Les ratifications formelles de la présente Convention seront communiquées au directeur général du Bureau international du travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 24

1 — La présente Convention ne liera que les membres de l'Organisation internationale du travail dont la ratification aura été enregistrée par le directeur général.

2 — Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux membres auront été enregistrées par le directeur général.

3 — Par la suite, cette Convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 25

1 — Tout membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au directeur général du Bureau international du travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2 — Tout membre ayant ratifié la présente Convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente Convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 26

1 — Le directeur général du Bureau international du travail notifiera à tous les membres de l'Organisation internationale du travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les membres de l'Organisation.

2 — En notifiant aux membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le directeur général appellera l'attention des membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur.

ARTICLE 27

Le directeur général du Bureau international du travail communiquera au Secrétaire général des Nations unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 28

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le conseil d'administration du Bureau international du travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 29

1 — Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

- a) La ratification par un membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 25 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente Convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;
- b) À partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente Convention cesserait d'être ouverte à la ratification des membres.

2 — La présente Convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 30

Les versions française et anglaise du texte de la présente Convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la Convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail dans sa soixante-septième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le vingt-quatre juin 1981.

En foi de quoi ont apposé leurs signatures, ce vingt-cinquième jour de juin 1981:

Le Président de la Conférence:

Alioune Diagne.

Le Directeur général du Bureau international du travail:

Francis Blanchard.

International Labour Conference

Convention 155

Convention concerning occupational safety and the working environment, adopted by the Conference at its Sixty-seventh Session, Geneva, 22 June 1981.

The General Conference of the International Labour Organization:

Having been convened at Geneva by the Governing Body of the International Labour Office, and having met in its Sixty-seventh Session on 3 June 1981;

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to safety and health and the working environment, which is the sixth item on the agenda of the session;

Having determined that these proposals shall take the form of an international convention:

adopts this twenty-second day of June of the year one thousand nine hundred and eighty-one the following convention, which may be cited as the Occupational Safety and Health Convention, 1981.

PART I

Scope and definitions

ARTICLE 1

1 — This Convention applies to all branches of economic activity.

2 — A Member ratifying this Convention may, after consultation at the earliest possible stage with the representative organizations of employers and workers concerned, exclude from its application, in part or in whole, particular branches of economic activity, such as maritime shipping or fishing, in respect of which special problems of a substantial nature arise.

3 — Each Member which ratifies this Convention shall list, in the first report on the application of the Convention submitted under article 22 of the Constitution of the International Labour Organization, any branches which may have been excluded in pursuance of paragraph 2 of this article, giving the reasons for such exclusion and describing the measures taken to give adequate protection to workers in excluded branches, and shall indicate in subsequent reports any progress towards wider application.

ARTICLE 2

1 — This Convention applies to all workers in the branches of economic activity covered.

2 — A Member ratifying this Convention may, after consultation at the earliest possible stage with the representative organizations of employers and workers concerned, exclude from its application, in part or in whole, limited categories of workers in respect of which there are particular difficulties.

3 — Each Member which ratifies this Convention shall list, in the first report on the application of the Convention submitted under article 22 of the Constitution of the International Labour Organization, any limited categories of workers which may have been excluded in pursuance of paragraph 2 of this article, giving the reasons for such exclusion, and shall indicate in subsequent reports any progress towards wider application.

ARTICLE 3

For the purpose of this Convention:

- a) The term «branches of economic activity» covers all branches in which workers are employed, including the public service;
- b) The term «workers» covers all employed persons, including public employees;
- c) The term «workplace» covers all places where workers need to be or to go by reason of their work and which are under the direct or indirect control of the employer;
- d) The term «regulation» covers all provisions given force of law by the competent authority or authorities;
- e) The term «health», in relation to work, indicates not merely the absence of disease or infirmity; it also includes the physical and mental elements affecting health which are directly related to safety and hygiene at work.

PART II

Principles of national policy

ARTICLE 4

1 — Each Member shall, in the light of national conditions and practice, and in consultation with the most representative organizations of employers and workers, formulate, implement and periodically review a coherent national policy on occupational safety, occupational health and the working environment.

2 — The aim of the policy shall be to prevent accidents and injury to health arising out of, linked with or occurring in the course of work, by minimizing, so far as is reasonably practicable, the causes of hazards inherent in the working environment.

ARTICLE 5

The policy referred to in article 4 of this Convention shall take account of the following main spheres of action in so far as they affect occupational safety and health and the working environment:

- a) Design, testing, choice, substitution, installation, arrangement, use and maintenance of the material elements of work (workplaces, working environment, tools, machinery and equipment, chemical, physical and biological substances and agents, work processes);
- b) Relationships between the material elements of work and the persons who carry out or supervise the work, and adaptation of machinery, equipment, working time, organization of work and work processes to the physical and mental capacities of the workers;

- c) Training, including necessary further training, qualifications and motivations of persons involved, in one capacity or another, in the achievement of adequate levels of safety and health;
- d) Communication and co-operation at the levels of the working group and the undertaking and at all other appropriate levels up to and including the national level;
- e) The protection of workers and their representatives from disciplinary measures as a result of actions properly taken by them in conformity with the policy referred to in article 4 of this Convention.

ARTICLE 6

The formulation of the policy referred to in article 4 of this Convention shall indicate the respective functions and responsibilities in respect of occupational safety and health and the working environment of public authorities, employers, workers and others, taking account both of the complementary character of such responsibilities and of national conditions and practice.

ARTICLE 7

The situation regarding occupational safety and health and the working environment shall be reviewed at appropriate intervals, either over-all or in respect of particular areas, with a view to identifying major problems, evolving effective methods for dealing with them and priorities of action, and evaluating results.

PART III

Action at the national level

ARTICLE 8

Each Member shall, by laws or regulations or any other method consistent with national conditions and practice and in consultation with the representative organizations of employers and workers concerned, take such steps as may be necessary to give effect to article 4 of this Convention.

ARTICLE 9

1 — The enforcement of laws and regulations concerning occupational safety and health and the working environment shall be secured by an adequate and appropriate system of inspection.

2 — The enforcement system shall provide for adequate penalties for violations of the laws and regulations.

ARTICLE 10

Measures shall be taken to provide guidance to employers and workers so as to help them to comply with legal obligations.

ARTICLE 11

To give effect to the policy referred to in article 4 of this Convention, the competent authority or author-

ties shall ensure that the following functions are progressively carried out:

- a) The determination, where the nature and degree of hazards so require, of conditions governing the design, construction and layout of undertakings, the commencement of their operations, major alterations affecting them and changes in their purposes, the safety of technical equipment used at work, as well as the application of procedures defined by the competent authorities;
- b) The determination of work processes and of substances and agents the exposure to which is to be prohibited, limited or made subject to authorization or control by the competent authority or authorities; health hazards due to the simultaneous exposure to several substances or agents shall be taken into consideration;
- c) The establishment and application of procedures for the notification of occupational accidents and diseases, by employers and, when appropriate, insurance institutions and others directly concerned, and the production of annual statistics on occupational accidents and diseases;
- d) The holding of inquiries, where cases of occupational accidents, occupational diseases or any other injuries to health which arise in the course of or in connection with work appear to reflect situations which are serious;
- e) The publication, annually, of information on measures taken in pursuance of the policy referred to in article 4 of this Convention and on occupational accidents, occupational diseases and other injuries to health which arise in the course of or in connection with work;
- f) The introduction or extension of systems, taking into account national conditions and possibilities, to examine chemical, physical and biological agents in respect of the risk to the health of workers.

ARTICLE 12

Measures shall be taken, in accordance with national law and practice, with a view to ensuring that those who design, manufacture, import, provide or transfer machinery, equipment or substances for occupational use:

- a) Satisfy themselves that, so far as is reasonably practicable, the machinery, equipment or substance does not entail dangers for the safety and health of those using it correctly;
- b) Make available information concerning the correct installation and use of machinery and equipment and the correct use of substances, and information on hazards of machinery and equipment and dangerous properties of chemical substances and physical and biological agents or products, as well as instructions on how known hazards are to be avoided;
- c) Undertake studies and research or otherwise keep abreast of the scientific and technical knowledge necessary to comply with subparagraphs a) and b) of this article.

ARTICLE 13

A worker who has removed himself from a work situation which he has reasonable justification to believe presents an imminent and serious danger to his life or health shall be protected from undue consequences in accordance with national conditions and practice.

ARTICLE 14

Measures shall be taken with a view to promoting, in a manner appropriate to national conditions and practice, the inclusion of questions of occupational safety and health and the working environment at all levels of education and training, including higher technical, medical and professional education, in a manner meeting the training needs of all workers.

ARTICLE 15

1 — With a view to ensuring the coherence of the policy referred to in article 4 of this Convention and of measures for its application, each Member shall, after consultation at the earliest possible stage with the most representative organizations of employers and workers, and with other bodies as appropriate, make arrangements appropriate to national conditions and practice to ensure the necessary co-ordination between various authorities and bodies called upon to give effect to Parts II and III of this Convention.

2 — Whenever circumstances so require and national conditions and practice permit, these arrangements shall include the establishment of a central body.

PART IV**Action at the level of the undertaking****ARTICLE 16**

1 — Employers shall be required to ensure that, so far as is reasonably practicable, the workplaces, machinery, equipment and processes under their control are safe and without risk to health.

2 — Employers shall be required to ensure that, so far as is reasonably practicable, the chemical, physical and biological substances and agents under their control are without risk to health when the appropriate measures of protection are taken.

3 — Employers shall be required to provide, where necessary, adequate protective clothing and protective equipment to prevent, so far as is reasonably practicable, risk of accidents or of adverse effects on health.

ARTICLE 17

Whenever two or more undertakings engage in activities simultaneously at one work place, they shall collaborate in applying the requirements of this Convention.

ARTICLE 18

Employers shall be required to provide, where necessary, for measures to deal with emergencies and accidents, including adequate first-aid arrangements.

ARTICLE 19

There shall be arrangements at the level of the undertaking under which:

- a) Workers, in the course of performing their work, co-operate in the fulfilment by their employer of the obligations placed upon him;
- b) Representatives of workers in the undertaking co-operate with the employer in the field of occupational safety and health;
- c) Representatives of workers in an undertaking are given adequate information on measures taken by the employer to secure occupational safety and health and may consult their representative organizations about such information provided they do not disclose commercial secrets;
- d) Workers and their representatives in the undertaking are given appropriate training in occupational safety and health;
- e) Workers or their representatives and, as the case may be, their representative organizations in an undertaking, in accordance with national law and practice, are enabled to enquire into, and are consulted by the employer on all aspects of occupational safety and health associated with their work; for this purpose technical advisers may, by mutual agreement, be brought in from outside the undertaking;
- f) A worker reports forthwith to his immediate supervisor any situation which he has reasonable justification to believe presents an imminent and serious danger to his life or health; until the employer has taken remedial action, if necessary, the employer cannot require workers to return to a work situation where there is continuing imminent and serious danger to life or health.

ARTICLE 20

Co-operation between management and workers and/or their representatives within the undertaking shall be an essential element of organizational and other measures taken in pursuance of articles 16 to 19 of this Convention.

ARTICLE 21

Occupational safety and health measures shall not involve any expenditure for the workers.

PART V**Final provisions****ARTICLE 22**

This Convention does not revise any international labour conventions or recommendations.

ARTICLE 23

The formal ratifications of this Convention shall be communicated to the director-general of the International Labour Office for registration.

ARTICLE 24

1 — This Convention shall be binding only upon those Members of the International Labour Organization whose ratifications have been registered with the director-general.

2 — It shall come into force twelve months after the date on which the ratifications of two Members have been registered with the director-general.

3 — Thereafter, this Convention shall come into force for any Member twelve months after the date on which its ratification has been registered.

ARTICLE 25

1 — A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of ten years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the director-general of the International Labour Office for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered.

2 — Each Member which has ratified this Convention and which does not, within the year following the expiration of the period of ten years mentioned in the preceding paragraph, exercise the right of denunciation provided for in this article, will be bound for another period of ten years and, thereafter, may denounce this Convention at the expiration of each period of ten years under the terms provided for in this article.

ARTICLE 26

1 — The director-general of the International Labour Office shall notify all Members of the International Labour Organization of the registration of all ratifications and denunciations communicated to him by the Members of the Organization.

2 — When notifying the Members of the Organization of the registration of the second ratification communicated to him, the director-general shall draw the attention of the Members of the Organization to the date upon which the Convention will come into force.

ARTICLE 27

The director-general of the International Labour Office shall communicate to the Secretary-General of the United Nations for registration in accordance with article 102 of the Charter of the United Nations full particulars of all ratifications and acts of denunciation registered by him in accordance with the provisions of the preceding articles.

ARTICLE 28

At such times as it may consider necessary the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention and shall examine the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision in whole or in part.

ARTICLE 29

1 — Should the Conference adopt a new convention revising this convention in whole or in part, then, unless the new Convention otherwise provides:

a) The ratification by a Member of the new revising convention shall ipso jure involve the immediate denunciation of this Convention, notwithstanding the provisions of article 25 above, if and when the new revising convention shall have come into force;

b) As from the date when the new revising convention comes into force this Convention shall cease to be open to ratification by the Members.

2 — This Convention shall in any case remain in force in its actual form and content for those Members which have ratified it but have not ratified the revising convention.

ARTICLE 30

The English and French versions of the text of this Convention are equally authoritative.

The foregoing is the authentic text of the Convention duly adopted by the General Conference of the International Labour Organization during its Sixty-seventh Session which was held at Geneva and declared closed the twenty-fourth day of June 1981.

In faith whereof we have appended our signatures this twenty-fifth day of June 1981.

The text of the Convention as here presented is a true copy of the text authenticated by the signatures of the President of the International Labour Conference and of the director-general of the International Labour Office.

Certified true and complete copy.

For the Director-General of the International Labour Office,

Convenção n.º 155

Convenção sobre a segurança, a saúde dos trabalhadores e o ambiente de trabalho

A Conferência Geral da Organização Internacional do Trabalho:

Convocada para Genebra pelo Conselho de Administração da Repartição Internacional do Trabalho, onde reuniu em 3 de Junho de 1981, na sua 67.ª sessão;

Após ter decidido adoptar diversas propostas relativas à segurança, à higiene e ao ambiente de trabalho, questão que constitui o sexto ponto da ordem do dia da sessão;

Após ter decidido que essas propostas tomariam a forma de uma convenção internacional:

adota, neste dia 22 de Junho de 1981, a seguinte convenção, que será denominada Convenção sobre a Segurança e a Saúde dos Trabalhadores, 1981.

PARTE I**Campo de aplicação e definições****ARTIGO 1.º**

1 — A presente Convenção aplica-se a todos os ramos de actividade económica.

2 — Qualquer Estado membro que ratificar a presente Convenção pode, depois de ouvidas, no mais curto prazo possível, as organizações representativas dos empregadores e trabalhadores interessadas, excluir da sua aplicação, quer parcial quer totalmente, determinados ramos de actividade económica, tais como a navegação marítima ou a pesca, quando essa aplicação levantar problemas específicos que assumam uma certa importância.

3 — Qualquer Estado membro que ratificar a presente Convenção deverá, no primeiro relatório sobre a sua aplicação, em cumprimento do disposto no artigo 22.º da Constituição da Organização Internacional do Trabalho, indicar, com razões fundamentadas, os ramos de actividade que tenham sido objecto de exclusão ao abrigo do disposto no n.º 2 deste artigo, descrevendo as medidas tomadas para assegurar uma protecção suficiente aos trabalhadores dos ramos excluídos, e expor, nos relatórios ulteriores, todos os progressos realizados no sentido de uma aplicação mais ampla.

ARTIGO 2.º

1 — A presente Convenção aplica-se a todos os trabalhadores dos ramos de actividade económica por ela abrangidos.

2 — Qualquer membro que ratificar a presente Convenção pode, depois de ouvidas, no mais curto prazo possível, as organizações representativas dos empregadores e trabalhadores interessadas, excluir da sua aplicação, quer parcial quer totalmente, categorias limitadas de trabalhadores para as quais existam problemas particulares de aplicação.

3 — Qualquer Estado membro que ratificar a presente Convenção deverá, no primeiro relatório sobre a sua aplicação, em cumprimento do disposto no artigo 22.º da Constituição da Organização Internacional do Trabalho, indicar, com razões fundamentadas, as categorias limitadas de trabalhadores que tenham sido objecto de exclusão ao abrigo do estipulado no n.º 2 do presente artigo e expor, nos relatórios posteriores, todos os progressos realizados no sentido de uma aplicação mais ampla.

ARTIGO 3.º

Para efeitos da presente Convenção:

- a) A expressão «ramos de actividade económica» abrange todos os ramos em que estejam empregados trabalhadores, incluindo a função pública;
- b) O termo «trabalhadores» visa todas as pessoas empregadas, incluindo os trabalhadores da Administração Pública;
- c) A expressão «local de trabalho» visa todos os lugares onde os trabalhadores devam encontrar-se ou para onde devam dirigir-se em virtude do seu trabalho e que estejam sujeitos à fiscalização directa ou indirecta do empregador;
- d) O termo «prescrições» visa todas as disposições às quais a autoridade ou autoridades competentes confirmam força de lei;
- e) O termo «saúde», em relação com o trabalho, não visa apenas a ausência de doença ou de enfermidade; inclui também os elementos físicos e mentais que afectam a saúde directamente relacionados com a segurança e a higiene no trabalho.

PARTE II

Princípios de uma política nacional

ARTIGO 4.º

1 — Qualquer membro deverá, à luz das condições e da prática nacionais e em consulta com as organizações de empregadores e trabalhadores mais representativas, definir, pôr em prática e reexaminar periodicamente uma política nacional coerente em matéria de segurança, saúde dos trabalhadores e ambiente de trabalho.

2 — Essa política terá como objectivo a prevenção dos acidentes e dos perigos para a saúde resultantes do trabalho quer estejam relacionados com o trabalho quer ocorram durante o trabalho, reduzindo ao mínimo as causas dos riscos inerentes ao ambiente de trabalho, na medida em que isso for razoável e praticamente realizável.

ARTIGO 5.º

A política mencionada no artigo 4.º deverá ter em conta as seguintes grandes esferas de acção, na medida em que estas afectem a segurança, a saúde dos trabalhadores e o ambiente de trabalho:

- a) A concepção, a experimentação, a escolha, a substituição, a instalação, a organização, a utilização e a manutenção dos componentes materiais do trabalho (locais de trabalho, ambiente de trabalho, ferramentas, máquinas e materiais, substâncias e agentes químicos, físicos e biológicos e processos de trabalho);
- b) As relações que existem entre os componentes materiais do trabalho e as pessoas que executam ou supervisionam o trabalho, assim como a adaptação das máquinas, dos materiais, do tempo de trabalho, da organização do trabalho e dos processos de trabalho às capacidades físicas e mentais dos trabalhadores;
- c) A formação e a formação complementar necessária, as qualificações e a motivação das pessoas que intervêm, a qualquer título, no sentido de serem alcançados níveis de segurança e higiene suficientes;
- d) A comunicação e a cooperação ao nível do grupo de trabalho e da empresa e a todos os outros níveis apropriados, incluindo a nível nacional;
- e) A protecção dos trabalhadores e dos seus representantes contra todas as medidas disciplinares decorrentes de acções por eles devidamente efectuadas, em conformidade com a política definida no artigo 4.º

ARTIGO 6.º

A formulação da política mencionada no artigo 4.º deverá precisar as funções e responsabilidades respetivas, em matéria de segurança, saúde dos trabalhadores e ambiente de trabalho, das autoridades públicas, dos empregadores, dos trabalhadores e de outras pessoas interessadas, tendo em conta o carácter complementar dessas responsabilidades, assim como as condições e a prática nacionais.

ARTIGO 7.º

A situação em matéria de segurança, saúde dos trabalhadores e ambiente de trabalho deverá ser objecto, periodicamente, de um exame de conjunto ou de um exame que incida sobre sectores particulares, procurando identificar os grandes problemas, deduzir os meios eficazes para os resolver e a ordem de prioridade das medidas a tomar, bem como avaliar os resultados obtidos.

PARTE III

Acção a nível nacional

ARTIGO 8.º

Qualquer Estado membro deverá, por via legislativa ou regulamentar ou por qualquer outro meio, conforme as condições e a prática nacionais, e em consulta com as organizações representativas dos empregadores e trabalhadores interessadas, tomar as medidas necessárias para dar aplicação ao artigo 4.º

ARTIGO 9.º

1 — A fiscalização da aplicação das leis e das prescrições relativas à segurança, à higiene e ao ambiente de trabalho deverá ser assegurada por um sistema de inspecção apropriado e suficiente.

2 — O sistema de fiscalização deverá prever sanções apropriadas em caso de infracção das leis ou das prescrições.

ARTIGO 10.º

Deverão ser tomadas medidas para aconselhar os empregadores e os trabalhadores, a fim de os ajudar no cumprimento das suas obrigações legais.

ARTIGO 11.º

Como medidas destinadas a dar concretização à política mencionada no artigo 4.º, a autoridade ou autoridades competentes deverão progressivamente assegurar as seguintes funções:

- a) A determinação, onde a natureza e o grau dos riscos o exigirem, das condições que regem a concepção, a construção e a organização das empresas, a sua exploração, as transformações importantes que lhes forem sendo introduzidas ou qualquer alteração do seu destino primitivo, assim como a segurança dos materiais técnicos utilizados no trabalho e a aplicação de processos definidos pelas autoridades competentes;
- b) A determinação dos processos de trabalho que devam ser proibidos, limitados ou sujeitos à autorização ou à fiscalização da autoridade ou autoridades competentes, assim como a determinação das substâncias e dos agentes aos quais qualquer exposição deva ser proibida, limitada ou submetida à autorização ou à fiscalização da autoridade ou autoridades competentes; devem ser tomados em consideração os riscos para a saúde provocados por exposições simultâneas a várias substâncias ou agentes;

- c) O estabelecimento e a aplicação de processos que visem a declaração dos acidentes de trabalho e dos casos de doenças profissionais pelos empregadores e, quando tal for julgado apropriado, pelas instituições de seguros e outros organismos ou pessoas directamente interessados e o estabelecimento de estatísticas anuais sobre os acidentes de trabalho e as doenças profissionais;
- d) A realização de inquéritos, quando um acidente de trabalho, uma doença profissional ou qualquer dano para a saúde ocorrido durante o trabalho ou com este relacionado pareça reflectir uma situação particularmente grave;
- e) A publicação anual de informações sobre as medidas tomadas em cumprimento da política mencionada no artigo 4.º, assim como sobre os acidentes de trabalho, doenças profissionais e outros danos para a saúde ocorridos durante o trabalho ou com este relacionados;
- f) A introdução ou o desenvolvimento, tendo em conta as condições e as possibilidades nacionais, de sistemas de investigação sobre a perigosidade para a saúde dos trabalhadores de agentes químicos, físicos ou biológicos.

ARTIGO 12.º

Deverão ser tomadas medidas, em conformidade com a legislação e a prática nacionais, de forma que as pessoas que concebem, fabricam, importam, põem em circulação ou cedem, a qualquer título, máquinas, materiais ou substâncias de utilização profissional:

- a) Se assegurem de que, na medida em que isso for razoável e praticamente realizable, as máquinas, os materiais ou as substâncias em questão não apresentem perigo para a segurança e a saúde das pessoas que as utilizarem correctamente;
- b) Forneçam informações sobre a instalação e a correcta utilização das máquinas e dos materiais, assim como sobre o uso correcto das substâncias, os riscos que apresentam as máquinas e os materiais e as características perigosas das substâncias químicas, dos agentes ou produtos físicos e biológicos, bem como instruções sobre a maneira de os utilizadores se prevenirem contra os riscos conhecidos;
- c) Procedam a estudos e a investigações ou acompanhem por qualquer outra forma a evolução dos conhecimentos científicos e técnicos, tendo em vista o cumprimento das obrigações que lhes incumbem em virtude das alíneas a) e b) do presente artigo.

ARTIGO 13.º

Um trabalhador que se tenha retirado de uma situação de trabalho relativamente à qual tivesse um motivo razoável para a considerar como representando um perigo iminente e grave para a sua vida ou para a sua saúde deverá ser protegido contra consequências injustificadas por motivo dessa decisão, em conformidade com as condições e a prática nacionais.

ARTIGO 14.º

Deverão ser tomadas medidas que visem encorajar, de acordo com as condições e a prática nacionais, a in-

clusão de temas de segurança, higiene e ambiente de trabalho nos programas de educação e formação a todos os níveis, incluindo o ensino superior técnico, médio e profissional, de modo a satisfazer as necessidades de formação de todos os trabalhadores.

ARTIGO 15.º

1 — A fim de assegurar a coerência da política mencionada no artigo 4.º e das medidas tomadas em aplicação dessa política, qualquer membro deverá, depois de ouvidas, no mais curto prazo possível, as organizações dos empregadores e trabalhadores mais representativas e, sendo caso disso, outros organismos apropriados, adoptar disposições conformes à prática e às condições nacionais que visem assegurar a coordenação necessária entre as diversas autoridades e os diversos organismos encarregados de dar execução às partes II e III da Convenção.

2 — Sempre que as circunstâncias o exijam e que as condições e a prática nacionais o permitam, essas disposições deverão incluir a instituição de um órgão central.

PARTE IV

Acção a nível de empresa

ARTIGO 16.º

1 — Os empregadores, sempre que isso for razoável e praticamente realizável, deverão ser obrigados a tomar as medidas necessárias para que os locais de trabalho, as máquinas, os materiais e os processos de trabalho sujeitos à sua fiscalização não apresentem risco para a segurança e saúde dos trabalhadores.

2 — Os empregadores, sempre que isso for razoável e praticamente realizável, deverão ser obrigados a fazer com que as substâncias e os agentes químicos, físicos e biológicos sujeitos à sua fiscalização não apresentem risco para a saúde, desde que se encontre assegurada uma protecção correcta.

3 — Os empregadores serão obrigados a fornecer, em caso de necessidade, vestuário e equipamento de protecção apropriados, a fim de prevenir, na medida em que isso for razoável e praticamente realizável, os riscos de acidentes ou de efeitos prejudiciais à saúde.

ARTIGO 17.º

Sempre que várias empresas se dediquem simultaneamente a actividades num mesmo local de trabalho, deverão colaborar na aplicação das disposições da presente Convenção.

ARTIGO 18.º

Os empregadores deverão ser obrigados a prever, em caso de necessidade, medidas que permitam fazer face a situações de urgência e a acidentes, incluindo meios suficientes para a administração de primeiros socorros.

ARTIGO 19.º

Deverão ser tomadas disposições a nível de empresa segundo as quais:

- Os trabalhadores, no âmbito do seu trabalho, dêem o seu contributo no cumprimento das obrigações que incumbem ao empregador;

- Os representantes dos trabalhadores na empresa cooperem com o empregador no domínio da segurança e da higiene no trabalho;
- Os representantes dos trabalhadores na empresa recebam uma informação suficiente sobre as medidas tomadas pelo empregador para garantir a segurança e a saúde, podendo consultar as suas organizações representativas sobre essa mesma informação, desde que não divulguem segredos comerciais;
- Os trabalhadores e os seus representantes na empresa recebam uma formação apropriada no domínio da segurança e da higiene no trabalho;
- Os trabalhadores ou os seus representantes e, sendo caso disso, as suas organizações representativas na empresa fiquem habilitados, em conformidade com a legislação e a prática nacionais, a examinar todos os aspectos da segurança e da saúde relacionados com o seu trabalho e sobre os mesmos sejam consultados pelo empregador; com esse objectivo poderá-se recorrer, por acordo mútuo, a conselheiros técnicos escolhidos fora da empresa;
- Os trabalhadores assinalem imediatamente aos seus superiores hierárquicos directos qualquer situação relativamente à qual tenham um motivo razoável para considerar que ela representa um perigo iminente e grave para a sua vida ou para a sua saúde, não podendo o empregador pedir aos trabalhadores que retomen o trabalho numa situação em que persista tal perigo iminente enquanto não forem tomadas medidas que visem a sua correcção, se tal for necessário.

ARTIGO 20.º

A cooperação dos empregadores e dos trabalhadores e ou dos seus representantes na empresa deverá constituir elemento essencial das disposições tomadas em matéria de organização e outros domínios quanto à aplicação do preceituado nos artigos 16.º a 19.º da presente Convenção.

ARTIGO 21.º

As medidas de segurança e higiene no trabalho não devem constituir qualquer encargo para os trabalhadores.

PARTE V

Disposições finais

ARTIGO 22.º

A presente Convenção não implica a revisão de qualquer convenção ou recomendação internacional do trabalho já existente.

ARTIGO 23.º

As ratificações formais da presente Convenção serão comunicadas ao director-geral da Repartição Internacional do Trabalho e por ele registadas.

ARTIGO 24.º

1 — A presente Convenção obrigará apenas os membros da Organização Internacional do Trabalho cuja ratificação tiver sido registada pelo director-geral.

2 — A presente Convenção entrará em vigor 12 meses após o registo pelo director-geral das ratificações de dois Estados membros.

3 — Posteriormente, esta Convenção entrará em vigor, para cada Estado membro, 12 meses após a data em que tiver sido registada a sua ratificação.

ARTIGO 25.^o

1 — Qualquer Estado membro que tiver ratificado a presente Convenção poderá denunciá-la decorridos 10 anos sobre a data inicial da entrada em vigor da mesma, por comunicação ao director-geral da Repartição Internacional do Trabalho, que a registará. A denúncia só produzirá efeitos 1 ano após o seu registo.

2 — Qualquer Estado membro que tiver ratificado a presente Convenção e que, no prazo de 1 ano a partir do período de 10 anos mencionado no número anterior, não usar da faculdade de denúncia prevista no presente artigo ficará obrigado por novo período de 10 anos e só poderá denunciar a presente Convenção no termo de cada período de 10 anos, observadas as condições estabelecidas neste artigo.

ARTIGO 26.^o

1 — O director-geral da Repartição Internacional do Trabalho notificará todos os membros da Organização Internacional do Trabalho do registo de todas as ratificações e denúncias que lhe forem comunicadas pelos Estados membros da Organização.

2 — Ao notificar os Estados membros da Organização do registo da segunda ratificação que lhe tiver sido comunicada, o director-geral chamará a atenção dos Estados membros da Organização para a data em que a presente Convenção entrará em vigor.

ARTIGO 27.^o

O director-geral da Repartição Internacional do Trabalho enviará ao Secretário-Geral das Nações Unidas, para fins de registo nos termos do artigo 102.^o da Carta das Nações Unidas, informações completas sobre todas as ratificações e actos de denúncia que tiver registado de harmonia com o preceituado nos artigos anteriores.

ARTIGO 28.^o

Sempre que o julgar necessário, o conselho de administração da Repartição Internacional do Trabalho apresentará à Conferência Geral um relatório sobre a aplicação da presente Convenção e decidirá da oportunidade de inscrever na ordem do dia da Conferência a questão da sua revisão total ou parcial.

ARTIGO 29.^o

1 — No caso de a Conferência adoptar outra convenção de que resulte a revisão total ou parcial da presente Convenção, e salvo disposição em contrário da nova convenção:

- A ratificação por um Estado membro da convenção revista pressupõe, de pleno direito, não obstante o disposto no artigo 25.^o, a denúncia imediata da presente Convenção, sob reserva de que a nova convenção tenha entrado em vigor;
- A partir da data da entrada em vigor da nova convenção revista a presente Convenção dei-

xará de estar aberta à ratificação dos Estados membros.

2 — A presente Convenção permanecerá, em todo o caso, em vigor, na sua forma e conteúdo, para os membros que a tiverem ratificado e que não ratificarem a nova convenção revista.

ARTIGO 30.^o

As versões francesa e inglesa do texto da presente Convenção fazem igualmente fé.

第155號公約

職業安全和衛生及工作環境公約

國際勞工組織大會，

經國際勞工局理事會召集，於一九八一年六月三日在日內瓦舉行其第六十七屆會議並

經決定採納本屆會議議程第六項關於安全和衛生及工作環境的某些提議，並

經確定這些提議應採取國際公約的形式，

於一九八一年六月二十二日通過以下公約，引用時得稱之為一九八一年職業安全和衛生公約：

第一部分 範圍和定義

第1條

1. 本公約適用於經濟活動的各個部門。
2. 凡批准本公約的會員國，經與有關的、有代表性的僱主組織和工人組織在儘可能最早階段進行協商後，對於其經濟活動的某些特殊部門在應用中會出現實質性特殊問題者，諸如海運或捕魚，得部分或全部免除其應用本公約。
3. 凡批准本公約的會員國，應在其按照國際勞工組織章程第22條的規定提交的關於實施本公約的第一次報告中，列舉按照本條第2款的規定予以豁免的部門，陳明豁免的理由，描述在已獲豁免的部門中為適當保護工人而採取的措施，並在以後的報告中說明在擴大公約的適用面方面所取得的任何進展。

第2條

1. 本公約適用於所覆蓋的經濟活動的各個部門中的一切工人。
2. 凡批准本公約的會員國，經與有關的、有代表性的僱主組織和工人組織在儘可能最早階段進行協商後，對應用

本公約確有特殊困難的少數類別的工人，得部分或全部免除其應用本公約。

3. 凡批准本公約的會員國應在其按照國際勞工組織章程第 22 條的規定提交的關於實施本公約的第一次報告中，列舉按照本條第 2 款的規定予以豁免的少數類別的工人，陳述豁免的理由，並在以後的報告中說明在擴大公約的適用面方面所取得的任何進展。

第 3 條

就本公約而言：

- (a) “經濟活動部門”一詞覆蓋僱用工人的一切部門，包括公共機構；
- (b) “工人”一詞覆蓋一切受僱人員，包括公務人員；
- (c) “工作場所”一詞覆蓋工人因工作而需在場或前往，並在僱主直接或間接控制之下的一切地點；
- (d) “條例”一詞覆蓋所有由一個或幾個主管當局賦予法律效力的規定；
- (e) 與工作有關的“健康”一詞，不僅指沒有疾病或並非體弱，也包括對於與工作安全和衛生直接有關的影響健康的身心因素。

第二部分 國家政策的原則

第 4 條

1. 各會員國應根據國家條件和慣例，經與最有代表性的僱主組織和工人組織協商後，制定、實施和定期審查有關職業安全、職業衛生及工作環境的一項連貫的國家政策。

2. 這項政策的目的應是在合理可行的範圍內，把工作環境中內在的危險因素減少到最低限度，以預防來源於工作，與工作有關或在工作過程中發生的事故和對健康的危害。

第 5 條

本公約第 4 條提及的政策，應考慮到對職業安全和衛生及工作環境有影響的主要行動領域：

- (a) 工作的物質要素（工作場所、工作環境、工具、機器和設備、化學、物理和生物的物質和製劑、工作過程）的設計、測試、選擇、替代、安裝、安排、使用和維修；
- (b) 工作的物質要素與進行或監督工作的人員之間的關係，以及機器、設備、工作時間、工作組織和工作過程對工人身心能力的適應；

- (c) 為使安全和衛生達到適當水平，對有關人員在這方面或另一方面的培訓，包括必要的，進一步的培訓、資格和動力；
- (d) 在工作班組和企業一級，以及在其他所有相應的級別直至並含國家一級之間的交流和合作；
- (e) 保護工人及其代表，使其不致因按照本公約第 4 條提及的政策正當地採取行動而遭受紀律制裁。

第 6 條

本公約第 4 條提及的政策的制訂應闡明公共當局、僱主、工人和其他人員在職業安全和衛生及工作環境方面各自的職能和責任，同時既考慮到這些責任的補充性又考慮到國家的條件和慣例。

第 7 條

對於職業安全和衛生及工作環境的狀況，應每隔適當時間，進行一次全面的或針對某些特定方面的審查，以鑑定主要問題之所在，找到解決這些問題的有效方法和應採取的優先行動，並評估取得的成果。

第三部分 國家一級的行動

第 8 條

各會員國應通過法律或條例，或通過任何其他符合國家條件和慣例的方法，並經與有關的、有代表性的僱主和工人組織協商，採取必要步驟實施本公約第 4 條。

第 9 條

1. 實施有關職業安全和衛生及工作環境的法律和條例，應由恰當和適宜的監察制度予以保證。
2. 實施制度應規定對違反法律和條例的行為予以適當懲處。

第 10 條

應採取措施向僱主和工人提供指導，以幫助他們遵守法定義務。

第 11 條

為實施本公約第 4 條提及的政策，主管當局或各主管當局應保證逐步行使下列職能：

- (a) 在危險的性質和程度有此需要時，確定企業設計、建設和布局的條件、企業的交付使用、影響企業的主要

- 變動或對其主要目的的修改、工作中所用技術設備的安全以及對主管當局所定程序的實施；
- (b) 確定哪些工作程序及物質和製劑應予禁止或限制向其暴露或應置於主管當局或各主管當局批准或監督之下；應考慮同時暴露於幾種物質或製劑對健康的危害；
 - (c) 建立和實施由僱主，並在適當情況下，由保險機構或任何其他直接有關者通報工傷事故和職業病的程序，並對工傷事故和職業病建立年度統計；
 - (d) 對發生於工作過程中或與工作有關的工傷事故、職業病或其他一切對健康損害，如反映出情況嚴重，應進行調查；
 - (e) 每年公布按本公約第4條提及的政策而採取措施的情況及在工作過程中發生或與工作有關的工傷事故、職業病和對健康的其他損害的情況；
 - (f) 在考慮國家的條件和可能的情況下，引進或擴大各種制度以審查化學、物理和生物製劑對工人健康的危險。

第 12 條

應按照國家法律和慣例採取措施，以確保設計、製作、引進、提供或轉讓業務上使用的機器、設備或物質者：

- (a) 在合理可行的範圍內，查明機器、設備或物質不致對正確使用它們的人的安全和健康帶來危險；
- (b) 提供有關正確安裝和使用機器和設備以及正確使用各類物質的信息，有關機器和設備的危害以及化學物質、物理和生物製劑或產品的危險性能的信息，並對如何避免已知危險進行指導；
- (c) 開展調查研究，或不斷了解為實施本條(a)、(b)兩項所需的科技知識。

第 13 條

凡工人有正當理由認為工作情況出現對其生命或健康有緊迫、嚴重危險而撤離時，應按照國家條件和慣例保護其免遭不當的處理。

第 14 條

應採取措施，以適合國家條件和慣例的方式，鼓勵將職業安全和衛生及工作環境問題列入各級的教育和培訓，包括高等技術、醫學和專業的教育以滿足所有工人訓練的需要。

第 15 條

1. 為保證本公約第4條提及的政策的一貫性和實施該政策所採取措施的一貫性，各會員國應在儘可能最早階段與

最有代表性的僱主和工人組織並酌情和其他機構協商後，做出適合本國條件和慣例的安排，以保證負責實施本公約第二和第三部分規定的各當局和各機構之間必要的協商。

2. 只要情況需要，並為國家條件和慣例所許可，這些安排應包括建立一個中央機構。

第四部分 企業一級的行動

第 16 條

1. 應要求僱主在合理可行的範圍內保證其控制下的工作場所、機器、設備和工作程序安全並對健康沒有危險。
2. 應要求僱主在合理可行的範圍內保證其控制下的化學、物理和生物物質與製劑，在採取適當保護措施後，不會對健康發生危險。
3. 應要求僱主在必要時提供適當的保護服裝和保護用品，以便在合理可行的範圍內，預防事故危險或對健康的不利影響。

第 17 條

兩個或兩個以上企業如在同一工作場所同時進行活動，應相互配合實施本公約的規定。

第 18 條

應要求僱主在必要時採取應付緊急情況和事故的措施，包括適當的急救安排。

第 19 條

應在企業一級作出安排，在此安排下：

- (a) 工人在工作過程中協助僱主完成其承擔的職責；
- (b) 企業中的工人代表在職業安全和衛生方面與僱主合作；
- (c) 企業中的工人代表應獲得有關僱主為保證職業安全和衛生所採取措施的足夠信息，並可在不洩露商業機密的情況下就這類信息與其代表性組織進行磋商；
- (d) 工人及其企業中的代表應受到職業安全和衛生方面的適當培訓；
- (e) 應使企業中的工人或其代表和必要時其代表性組織，按照國家法律和慣例，能夠查詢與其工作有關的職業安全和衛生的各個方面的情況，並就此受到僱主的諮詢；為此目的，經雙方同意，可從企業外部帶進技術顧問；

- (f) 工人立即向其直接上級報告有充分理由認為出現對其生命和健康有緊迫、嚴重危險的任何情況，在僱主採取必要的補救措施之前，僱主不得要求工人回到對生命和健康仍存在緊迫、嚴重危險的工作環境中去。

第 20 條

管理人員與工人和／或其企業內的代表的合作，應是按本公約第 16 — 19 條所採取的組織措施和其他措施的重要成分。

第 21 條

職業安全和衛生措施不得使工人支付任何費用。

第五部分 最後條款

第 22 條

本公約對任何公約或建議書不作修訂。

第 23 條

本公約的正式批准書應送交國際勞工局局長登記。

第 24 條

1. 本公約應只對曾經將批准書送交局長登記的那些國際勞工組織成員國有約束力。
2. 本公約應於兩個成員國將批准書送交局長登記之日起 12 個月後生效。
3. 此後，本公約應於任何成員國將批准書送交登記之日起 12 個月後對該成員國生效。

第 25 條

1. 批准本公約的各成員國，可以在本公約首次生效之日起滿 10 年後，退出本公約；退約時應以退約書送交國際勞工局局長登記。此項退約應於退約書送交登記之日起 1 年後方可生效。

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA

Decreto do Presidente da República n.º 163/99

de 8 de Julho

O Presidente da República decreta, nos termos do artigo 292.º, n.º 1, da Constituição e dos artigos 3.º, n.ºs 2 e 3, 69.º e 70.º do Estatuto Orgânico de Macau, o seguinte:

2. 批准本公約的每一成員國，如果在上款所述的 10 年時間滿期後 1 年內，不行使本條所規定的退約權，即須再受 10 年的約束，其後，可按本條規定的條件，在每 10 年時間滿期時，退出本公約。

第 26 條

1. 國際勞工局局長應將國際勞工組織各成員國送交他登記的所有批准書和退約書通知國際勞工組織的全體成員國。

2. 國際勞工局局長在將送交他登記的第 2 份批准書通知國際勞工組織各成員國時，應提請各成員國注意本公約生效的日期。

第 27 條

3. 國際勞工局局長應按照聯合國憲章第 102 條規定，將按上述各條規定送交他登記的所有批准書和退約書的全部細節，送交聯合國秘書長登記。

第 28 條

4. 國際勞工局理事會應於它認為必要的時候，向大會提交一份關於本公約實施情況的報告，並研究是否宜於在大會議程上列入全部或局部修正本公約的問題。

第 29 條

1. 大會倘若通過一個新的公約去全部或局部修正本公約，那麼，除非此新公約另有規定，否則：
 - (1) 任何成員國如批准新修正公約，則在該修正公約生效時，即係依法退出本公約，不管上述第 25 條的規定；
 - (2) 從新修正公約生效之日起，本公約即應停止向各成員國開放批准。
2. 對已批准本公約但未批准修正公約的那些成員國，本公約無論如何應按照其原有的形式和內容繼續生效。

第 30 條

本公約的英文本和法文本具有同等效力。

共和國總統府

共和國總統令 第 163/99 號

七月八日

共和國總統根據《憲法》第二百九十二條第一款及《澳門組織章程》第三條第二款及第三款、第六十九條及第七十條之規定，命令如下：